

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 12/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LVL

4 rue Gutenberg
PA de la Tournebride
44118 La Chevrolière

Références : N3-2023-614 - RAPPORT
Code AIOT : 0006306545

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement LVL implanté 4 rue Gutenberg PA de la Tournebride 44118 La Chevrolière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LVL
- 4 rue Gutenberg PA de la Tournebride 44118 La Chevrolière
- Code AIOT : 0006306545
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (cartouches d'impression)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Projet de modification de l'installation
- Gestion du site

- Contrôles/vérifications
- Gestion des DEEE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Le contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 7.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 2.2.1	/	Sans objet
2	Contrôle des eaux de rejets	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, articles 4.3.10 et 8.2.3	/	Sans objet
3	Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 7.2.4	/	Sans objet
5	Gestion des DEEE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R 543-200-1	/	Sans objet
6	Procédure de sortie de statut de déchet des cartouches d'impression	Arrêté Ministériel du 11/12/2018, articles 2, 3 et 4	/	Sans objet
7	Vérification administrative et inspection visuelle	Arrêté Ministériel du 11/12/2018, article 6	/	Sans objet
8	Projet de modification de l'installation	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R 181-46	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1 fait susceptible d'être non conforme

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 2.2.1
Thème(s) : Autre, Propreté du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Propreté du site
Constats : Le jour de l'inspection, le site est maintenu propre et aucun dépôt ou encombrement n'est constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle des eaux de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, articles 4.3.10 et 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réalisation du contrôle annuel Conformité des résultats d'analyse
Constats : Le contrôle a été réalisé le 25/01/2023 par la société SGS : Aucun dépassement de VLE n'est constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réalisation des vérifications des moyens de lutte contre l'incendie (Extincteurs, RIA, détecteur incendie, système de désenfumage)
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Les extincteurs ont été vérifiés par la société EXTINCTEURS NANTAIS au cours d'un contrôle conduit le 31/10/2022. Le certificat de conformité Q4 attestant de la conformité à la règle R4 de l'APSAD a été délivré.- Les RIA (6) ont été vérifiés par la société EXTINCTEURS NANTAIS au cours d'un contrôle conduit le 31/10/2022.- Les 8 trappes de désenfumage du local d'exploitation ont été vérifiées par la société EXTINCTEURS NANTAIS le 27/10/2022.- La détection incendie a été vérifiée par la société CEMIS au cours d'un contrôle conduit le 17/06/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Le contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Le contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation du contrôle annuel des installations électriques Conformité des résultats
Constats : Le contrôle des installations électriques a été réalisé le 11/04/23 par la société APAVE, néanmoins ce dernier déclare avoir fait une vérification partielle des installations électriques et 4 observations ont été relevées. L'exploitant déclare avoir contacté un prestataire, la société SAGE, pour la réalisation des corrections. L'exploitant devra réaliser un contrôle complet de ces installations et faire parvenir, dès la réalisation des actions correctives, le bon d'intervention actant de la mise en conformité de la situation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des DEEE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R 543-200-1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrat avec un éco-organisme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contractualisation avec un éco organisme
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis ses 2 contrats établis avec 2 éco-organismes, ECOLOGIC et ECO SYSTEM, respectivement pour la récupération des cartouches issues d'usagers professionnels et pour la récupération des cartouches issues de ménages. Le contrat établit avec la société ECOLOGIC est valable du 03/01/2023 au 03/01/2024. Le contrat établit avec la société ECO SYSTEM est valable du 31/12/2021 au 31/12/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Procédure de sortie de statut de déchet des cartouches d'impression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/12/2018, article 2, 3 et 4
Thème(s) : Autre, Procédure de sortie de statut de déchet des cartouches d'impression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification par sondage : <ul style="list-style-type: none">- Établissement du contrat de cession- Réalisation de l'attestation de conformité- Apposition d'un numéro unique d'identification
Constats : Par sondage, il a été établi pour un lot de cartouches d'impression en vue de leur réutilisation : <ul style="list-style-type: none">- Un numéro unique d'identification : FA 230135- L'établissement du contrat de cession- La réalisation de l'attestation de conformité
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vérification administrative et inspection visuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/12/2018, article 6
Thème(s) : Autre, Vérification administrative et inspection visuelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification administrative et inspection visuelle
Constats : Chaque arrivée sur site est réceptionnée par un opérateur qui réalise un contrôle administratif. Chaque lot est ensuite contrôlé par un opérateur selon des critères d'acceptabilité : <ul style="list-style-type: none">- Les pièces ne répondant pas aux exigences sont envoyées en déchet chez ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL pour traitement.- Les pièces répondant aux critères d'acceptabilité sont triées et stockées avant envoi pour réutilisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Projet de modification de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46
Thème(s) : Autre, Projet de modification de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Substantialité de la modification
Constats : L'exploitant a présenté un projet de modification de son installation : Il souhaite mettre en place une activité de traitement des cartouches d'impression non réutilisables par broyage mécanique à raison de 2 tonnes par jour. Il précise que les cartouches réceptionnées sur son site ont pour code déchet : 08 03 13 et 08 03 18. Pour développer ces activités, l'exploitant envisage la construction d'un nouveau bâtiment de 1000 m ² qui accueillera cette activité, maintenue à l'intérieur du périmètre de initial de l'ICPE. Avis de l'inspection : À partir des éléments d'informations présentés par l'exploitant, le projet consiste en la mise en place d'une nouvelle activité ICPE sous la rubrique 2791 au seuil de la déclaration (quantité de déchets traitée inférieure à 10 tonnes/jour) sur un site d'exploitation dont le projet initial a fait l'objet d'une évaluation environnementale avant 2016 (AP du 20/01/2014) pour le tri-transit de DEEE. Par conséquent, en l'état des éléments présentés par l'exploitant, la modification peut-être considérée comme notable et l'exploitant devra transmettre un porter à connaissance présentant son projet, actualisant son étude de danger, notamment sur la maîtrise des risques et la protection incendie et actualisant les éléments de son étude d'impact, notamment sur les aspects nuisances sonores et rejets atmosphériques. Un récolement des arrêtés ministériels auxquels est soumis le site est également attendu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet